

Depuis quelques mois, on a assisté à une avalanche de livres signés par des dirigeants du Parti Socialiste. Sylvain Pattieu les a lus pour vous.

La publication du livre de Bertrand Delanoë, *De l'audace !*, dans lequel il s'affirmait « socialiste ET libéral », a provoqué une brève séquence d'agitation médiatique[1]. Si cette déclaration correspondait à des raisons tactiques, dans le cadre de la préparation du congrès et de la lutte pour la direction du PS, c'était une des premières fois qu'un dirigeant de premier plan, potentiel présidentiable, affichait autant la couleur. Manque de chance, c'était aussi quelques mois à peine avant la débâcle actuelle sur le front de l'idéologie libérale. Comme l'a écrit très justement Jean-Claude Guillebaud, le PS, en officialisant sur le tard son union avec le libéralisme économique, « donne l'impression d'avoir tout juste épousé un moribond »[2].

« Socialiste et libéral »

Chaque fois qu'un dirigeant socialiste avait l'habitude de faire l'éloge du libéralisme, il prenait certes bien soin de distinguer libéralisme au sens politique et au sens économique. Lorsque Ségolène Royal confiait en mars 2008 dans *Le Point* son attachement au libéralisme, elle précisait bien sûr qu'il fallait entendre par là, le libéralisme politique, « depuis l'origine indissociable du socialisme démocratique ». S'il y a effectivement toute une tradition de débat philosophique sur cette distinction, lorsque des responsables politiques majeurs de la gauche institutionnelle s'affichent libéraux, ils sont bien conscients de l'écho médiatique de leurs déclarations : la fonctionnalité en est toute autre qu'une simple mise au point dans l'histoire des idées.

Dans le cas de Delanoë, l'affirmation va de pair avec tout un discours libéral au sens économique du terme, émaillé de formules que ne renierait pas une Laurence Parisot : ainsi un « bon socialiste » doit être selon lui un « bon manager ». De même, « l'économie de marché n'est pas un débat, c'est un fait », et elle seule « crée des richesses nécessaires au progrès social ». Ce genre de discours s'accompagne en général d'un refus affirmé de la conflictualité sociale. Pour Martine Aubry par exemple, cela revient à dire que « l'économie et le social ne sont pas antinomiques, mais au contraire se renforcent, se dynamisent mutuellement »[3].

Au-delà des calculs politiques et des déclarations de circonstance, cette acceptation affichée des mots du libéralisme prenait acte d'une réorientation profonde et sans doute irréversible de la social-démocratie française.

Dans *La Production de l'idéologie dominante*, Pierre Bourdieu et Luc Boltanski montraient comment les élites des sociétés capitalistes-démocratiques mobilisent le vocabulaire du changement comme mode d'exercice de la domination. Dans les années 1980, le Parti socialiste de François Mitterrand avait su éclipser le giscardisme et accompagner, dès 1982, avec le tournant de la rigueur, l'avènement mondial du néolibéralisme. Au cours de leurs quinze années d'exercice du pouvoir, entre 1981 et 2002, les socialistes avaient su démontrer leur efficacité comme dociles gestionnaires du capitalisme.

Les dirigeants socialistes se souviennent aujourd'hui de cette période avec une certaine nostalgie. Ségolène Royal rappelle ainsi dans le livre qu'elle cosigne avec Alain Touraine, qu'à partir de 1981, « la gauche disposant enfin de quelques années pour gouverner, elle a dû assumer la gestion et les conséquences de ses réformes, dans une économie de plus en plus ouverte »[4]. Et de noter avec fierté que « c'est la gauche qui a vaincu l'inflation dans notre pays, qui a initié les grandes restructurations industrielles, dont son électorat populaire fut la première victime », et « réhabilité l'entreprise et la compétitivité ». Il serait de fait assez injuste de minimiser le rôle joué par les socialistes au pouvoir dans l'entrée de la société française dans l'ère de la modernité libérale. À ce titre, Ségolène Royal fustige à juste raison ceux qui reprochent au PS français de n'avoir pas fait son

« Bad Godesberg » (du nom du congrès historique durant lequel le SPD allemand abandonna la référence au marxisme). Sur ce point, elle a entièrement raison de rappeler que le PS français a largement fait la preuve, dans la pratique, de son acceptation de l'économie de marché. Là où parlent les actes, nulle nécessité de redoubler la démonstration par de longs discours. La récente déclaration de principes du PS ne vient que tardivement prendre acte d'une réorientation ancienne : « Les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché » (article 6), ils veulent « concilier l'économie de marché, la démocratie et la cohésion sociale » (article 8).

Après les échecs électoraux cuisants de 2002 et de 2007, liés pourtant de façon structurelle à la poursuite de ce type de politique, les dirigeants du Parti Socialiste se vivent donc paradoxalement comme orphelins non pas de leur identité de gauche, mais de leur modernisme réactionnaire. Car sur ce terrain, un autre leur a ravi la place. C'est évidemment Nicolas Sarkozy qui a su le mieux incarner la rupture conservatrice, et la « France de demain » des réformes destructrices.

Lorsque les dirigeants socialistes se posent ce genre de questions stratégiques, ils ont en général un modèle de référence : Tony Blair en Grande-Bretagne. Ce dernier a en effet réussi à transformer en profondeur le Parti travailliste après des années de pouvoir conservateur, en menant un véritable combat idéologique. Il a repris à son compte à la fois l'idéologie et le vocabulaire des néolibéraux pour faire d'un parti créé par les syndicats, en 1906, la pointe avancée de la modernisation capitaliste, avec le New Labour. Depuis 1997, les travaillistes ont su montrer aux élites dirigeantes britanniques qu'ils étaient capables de défendre leurs intérêts de façon plus efficace que les conservateurs, acceptant l'héritage économique de Thatcher et son champ de ruines social.

Un tel exemple fait rêver, au PS. Manuel Valls, maire d'Evry, se positionne ainsi comme le champion d'une nouvelle « alliance entre le progrès et le business », celui qui voulait « construire une nouvelle force politique, comme Blair l'a fait avec le New Labour »^[5]. Affirmant que « Parti socialiste, c'est daté », il entendait démontrer que les socialistes sont « plus compétents et meilleurs gestionnaires que la droite ». Comme l'a montré la campagne menée en 2007 par Ségolène Royal, toute entière construite sur le rejet de la tradition socialiste « historique », le projet de refondation du PS dépasse désormais largement les rêves du général sans troupes et sans courant Manuel Valls.

Un PS doublé par Sarkozy

Tout un travail idéologique accompagne donc et vient justifier des changements d'orientation qu'on pouvait observer dans la pratique politique. Mais, au terme de ce glissement, que reste-t-il, sur le fond, au PS ? Si Sarkozy est beaucoup critiqué sur la forme ou sur son exercice du pouvoir présidentiel, le PS trouve peu à redire sur sa politique économique. Au-delà des querelles de personnes, Royal, Delanoë ou Aubry, les principaux responsables des motions en confrontation lors du prochain congrès, approuvent par exemple les réformes des retraites. Delanoë regrette que les socialistes, trop « pusillanimes », ne l'aient pas accomplie eux-mêmes. Royal souhaite poser « sans tabous » la question de « l'activité après 60 ans ». Pour Aubry, « chacun comprend qu'avec l'accroissement de l'espérance de vie et l'entrée plus tardive dans la vie active grâce à des études plus longues, le financement de nos retraites devient difficile » et « il est nécessaire collectivement de travailler plus longtemps ». La rhétorique est la même que celle de Sarkozy, on pourrait dire plus largement que celle des élites politiques de ce pays depuis une trentaine d'années : nécessité de réformes douloureuses, qui s'imposent sans débat possible comme une nécessité, dans le cadre de l'adaptation à un « monde qui bouge ». Les accusations d'être « étatiste » ou « protectionniste » sont rejetées par Delanoë, de façon peu crédible, sur Sarkozy. Le maire de Paris regarde « avec intérêt » le projet d'autonomie des universités, revendique flexibilité et mobilité pour les salariés. Les dirigeants socialistes dans leur ensemble revendiquent remise en cause des acquis sociaux, partenariats privés des services publics, au nom de la modernité. Ils le font non pas une fois au pouvoir, mais alors même qu'ils sont dans l'opposition. Ils acceptent aussi le revers sécuritaire de la médaille libérale : expulsion

des sans-papiers, lutte contre le terrorisme érigée en « principal défi international », « centres éducatifs fermés » pour les mineurs délinquants.

Contrairement à Delanoë qui n'avait sans doute pas vu débarquer les effets de la crise des *subprimes*, Royal et Aubry tentent de souligner leur différence en insistant sur la nécessité d'un Etat régulateur capable d'encadrer le libéralisme. Elles utilisent la rhétorique du juste milieu entre un ultralibéralisme dévastateur et un étatsisme immobiliste. La crise du système financier aurait pu donner une certaine crédibilité à un tel positionnement. C'est d'ailleurs pourquoi Sarkozy se l'est approprié lors de son discours de Toulon, le 25 septembre 2008, dans lequel il donnait les orientations de sa politique face à la crise. La droite sarkozyste, pragmatique, n'a pas besoin des socialistes pour appeler les fonds publics à la rescousse du secteur privé et pour formuler les vœux pieux d'une moralisation du capitalisme. L'épouvantail du libéralisme financier est un ennemi facile pour la droite et la gauche, afin de paraître raisonnable et de préserver des critiques l'ensemble du système économique. Nicolas Sarkozy, président de la République, et Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, font le même diagnostic de la crise et proposent les mêmes solutions pour sauver le système économique mondial. Ils promettent de concert, pour mieux préserver l'existant, que plus rien ne sera jamais comme avant.

Dans ces conditions à quoi sert le PS et que lui reste-t-il ? Il faut se livrer pour compléter le tableau à un bref rappel de son histoire. Il n'a jamais été, en France, le parti de la classe ouvrière, contrairement au SPD allemand ou au Parti travailliste britannique. Ce rôle a été en France celui du Parti communiste, dont il ne s'agit pas ici d'aborder la déconfiture actuelle. Le PS a pu mordre sur une implantation populaire dans les années 1970, mais il a plutôt rassemblé des membres des classes moyennes dans les années 1970 et 1980. Cette coupure entre PS et milieux populaires s'est encore renforcée aujourd'hui. Révélateur d'un rapport de force dégradé pour le monde du travail, le discours rénové du PS n'a plus comme ambition de s'adresser aux classes populaires, même si elles peuvent encore considérer le vote PS comme un moyen de contrer la droite. Dans le livre de Delanoë, le mouvement ouvrier est relégué dans la « conscience du passé », héritage de l'« Histoire ». Ce sont désormais les nouvelles élites issues de la mondialisation qu'il s'agit de convaincre du caractère plus moderne, plus libéral, des socialistes par rapport à la droite, dans l'unique perspective de 2012. Une telle évolution correspond à une modification profonde de la sociologie du PS, devenu un parti de cadres, d'élus et de professions supérieures[6]. Au niveau national, le PS peut convaincre ces catégories de la population par son adhésion à un capitalisme encadré et par sa défense, sur le plan sociétal, de positions plus progressistes que la plupart des fractions de la droite. Mais il peine à toucher également des catégories populaires qui peuvent se tourner vers l'abstention ou vers le conservatisme paternaliste de Sarkozy.

Socialisme municipal et mondialisation libérale

C'est finalement au niveau local, dans les grandes villes où les fractions les plus progressistes des catégories supérieures sont fortement présentes, que le PS parvient à trouver sa place. Dans ces villes, le PS retrouve la vieille droite obtuse des notables, au discours ouvertement conservateur, face à laquelle il est à l'aise. Aubry, Delanoë et Royal s'appuient tous sur leurs expériences locales, comme maires de grandes villes ou présidente de région, pour prouver leurs capacités de bons gestionnaires. Localement, le PS joue un rôle d'adaptation des métropoles à la mondialisation capitaliste et à la modernité libérale. À Paris, Delanoë est plus crédible que la vieille droite vis-à-vis de ces catégories de la population. Il dresse, à partir de son expérience parisienne, un modèle de partenariat avec le secteur privé pour les services publics, sur l'exemple de Vélib' ou de la distribution de l'eau. Martine Aubry revendique son expérience lilloise. Elle se targue du « dynamisme économique », du « retour des entreprises », de « l'énergie commerciale » de sa ville et de la façon dont « les quartiers les plus populaires se métamorphosent ». Elle explique avoir mis en place un « pôle de compétitivité reconnu mondialement en matière de nutrition-santé » et avoir installé des

« pôles d'excellence dans tous les quartiers de la ville ». La tâche du maire devient celle de renforcer « le rayonnement et l'attractivité » de la ville, dans le cadre d'une compétition mondiale des métropoles afin d'attirer les fonctions de direction et de conception des entreprises. Le nouveau langage libéral des « pôles », « d'excellence », de « compétitivité », de « compétence », est pleinement approprié. À Paris comme à Lille, la métamorphose des quartiers populaires situés au cœur des villes signifie leur gentrification, parfois sous prétexte de mixité sociale. Les grands événements culturels et de loisir tiennent lieu de projets collectifs et viennent renforcer le « rayonnement » et « l'attractivité » : Paris Plages ou Lille Plages, Nuit blanche à Paris, Lille capitale culturelle européenne.

Cette description laisse entrevoir les deux piliers du conservatisme éclairé, de la modernité libérale : les habits neufs du capitalisme sont revêtus par Sarkozy sur le plan national, par le PS sur le plan local. Le grand cuisinier Sarkozy n'a pas grand-chose à craindre des passe-plats socialistes. Cette situation explique le vide actuel de la gauche gouvernementale, paralysée et empêtrée dans les querelles de personnes et dans les luttes des ego. Le triste sort de la coalition Prodi en Italie, la défaite du SPD allemand ou celle annoncée de Gordon Brown en Grande-Bretagne, démontrent que la crise de la social-démocratie est européenne. En France pourtant, le partage des tâches et des fonctions entre national et local n'est pas irréversible : on peut très bien imaginer une alternance au niveau national, liée à la dégradation du contexte économique, à d'éventuelles erreurs de Sarkozy, à l'émergence de luttes sociales. Mais si elle passe par le PS, ce sera malgré eux et en dépit de leur programme, de toute façon sans changement fondamental de société et de politique économique. Des espoirs de changement qui ne reposeraient que sur le PS sont voués à de cruelles déceptions.

Sylvain Pattieu

[1] Bertrand Delanoë, *De l'audace !*, Robert Laffont, 2008.

[2] *Libération*, 8 octobre 2008

[3] Martine Aubry, *Et si on se retrouvait...*, Editions de l'Aube, 2008.

[4] Ségolène Royal, Alain Touraine, *Si la gauche veut des idées*, Grasset, 2008.

[5] Manuel Valls, *Pour en finir avec le socialisme... et être enfin de gauche !*, Robert Laffont, 2008.

[6] Voir Rémi Lefebvre, Frédéric Sawicki, *La société des socialistes, le PS aujourd'hui*, Editions du Croquant, 2007.

